Le Conseil fédéral persiste et signe sur les coupes budgétaires

ASSAINISSEMENT Malgré les vives oppositions qu'il suscite, le plan d'économies du gouvernement est maintenu. Il présage de vifs débats au parlement, alors que Les Vert-e-s le menacent déjà de référendum

FANNY SCUDERI, BERNE

Le Conseil fédéral n'a pas dévié de sa ligne. Il a adopté vendredi le programme d'allègement budgétaire 2027 (PAB 27), malgré la levée générale de boucliers. Son constat est implacable: les dépenses de la Confédération croissent plus rapidement que ses recettes. Pour «rétablir l'équilibre», le programme d'économies est «essentiel», souligne son communiqué. Il se traduit par des restrictions à hauteur de 2,4 milliards de francs pour l'année 2027, et environ 3 milliards de francs chacune pour les années 2028 et 2029. Malgré cette diminution forcée des dépenses, elles «continueront d'augmenter fortement», insiste le gouvernement.

Le parlement va désormais se saisir du sujet. Le Conseil des Etats sera le premier à confirmer ou nuancer les coupes lors de la session d'hiver. Certaines contestations ont déjà porté leurs fruits: le Conseil fédéral a rétabli les subventions du programme Jeunesse et Sport.

Un possible référendum

Ce n'est pas le cas pour les programmes d'encouragement à l'assainissement énergétique des bâtiments, touchés par des coupes de 400 millions de francs. «Les fonds à disposition pour les mesures d'assainissement dans le domaine du bâtiment seraient ainsi réduits de 60%», regrette la Conférence des directeurs cantonaux

de l'énergie. Elle «s'oppose fermement à une réduction aussi massive», indique un communiqué.

De leur côté, Les Vert-e-s brandissent la menace d'un référendum «contre l'ensemble du paquet d'économies». Leur présidente, Lisa Mazzone, critique un «programme d'économies idéologique», qui coupe «dans l'environnement et le climat, les liaisons ferroviaires internationales, la recherche, les hautes écoles...» Un «non-sens alors que le niveau d'endettement de la Confédération est l'un des plus bas du monde. Elle devrait investir dans l'avenir plutôt que de créer les dettes de demain: soit une rupture sociale et un réchauffement climatique plus douloureux.» Le parti écologiste entend créer une large alliance avec les mécontents des mesures et lancer un référendum.

Des économies à hauteur de 2,4 milliards de francs sont prévues pour 2027, et d'environ 3 milliards de francs pour 2028 ainsi que pour 2029

Et les opposants sont nombreux, à l'instar des organisations de protection de la nature Pro Natura et Bird Life. Elles déplorent une baisse de 10% du crédit Nature et Paysage et la dissolution du Fonds suisse pour le paysage. «Les cantons ont déjà annoncé qu'ils ne pourraient pas compenser ces pertes», écrivent-elles.

Les collectivités publiques montent aussi au front. L'Union des villes suisses craint un report de charges trop important, car la Confédération entend réduire les aides prévues par la péréquation financière pour les cantons-centres. «Les économies réalisées par la Confédération dans les différents domaines n'entraînent aucune économie pour les contribuables», relève-t-elle encore, craignant la disparition de certaines prestations à la population.

Chaque parti connaît sa bataille

Mais le programme d'économies n'a pas que des détracteurs. Le PLR salue dans un communiqué la ligne suivie par le Conseil fédéral. «Il agit selon un principe éprouvé: ne dépenser que ce que l'on gagne», résume le parti. Mais lui aussi s'est trouvé une bataille: il entend faire supprimer l'impôt sur les avoirs de prévoyance vieillesse. De son côté, le conseiller national Jacques Nicolet (UDC/VD), vice-président de la Commission des finances, aurait souhaité «une réduction plus forte des dépenses. Notamment dans les offices gourmands en ressources.» Il s'inquiète pour l'agriculture. «La Confédération cherche de nouvelles rentrées financières, sur le dos des agriculteurs», estime-t-il. Il se battra contre l'augmentation des mises aux enchères de contingents d'importation de viande pour 127 millions de francs: «Auparavant, ces quotas d'importation étaient offerts aux bouchers en échange d'achat de viande suisse, ce qui soutenait le marché indigène.»

La ministre des Finances, Karin Keller-Sutter (PLR), se prépare à affronter des offensives provenant de toutes parts. Pour devoir peut-être défendre ce programme devant le peuple, en cas de référendum. ■

MAIS ENCORE

Elèves frontaliers: Genève regrette la forme mais maintient le fond

Le Conseil d'Etat genevois a reçu hier l'ambassadrice de France en Suisse, Marion Paradis, et la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Fabienne Buccio, pour tenter de désamorcer les tensions après l'annonce de la fin de la scolarisation des enfants frontaliers dans le canton. Si l'exécutif reconnaît à demi-mot une erreur dans la forme et dit regretter «l'absence d'une information proactive» aux autorités françaises, il maintient sa position sur le fond. Il a proposé à l'ambassadrice et à la préfète la création d'un groupe de suivi afin d'évaluer de manière continue les effets de cette décision sur les communes françaises concernées. (L. M.)

Pas d'argent de «James Fazy» pour Pierre Maudet

GENÈVE Des dons sous pseudonymes avaient été acceptés par l'association de soutien du conseiller d'Etat. La chancellerie a confirmé hier leur irrégularité et ordonne la restitution de plus de 34 000 francs. L'association contestera devant la justice

LORENE MESOT

«Les normes légales relatives à la transparence en matière d'élections n'ont pas été respectées». La Chancellerie d'Etat genevoise a annoncé hier la sanction de l'association de soutien du conseiller d'Etat Pierre Maudet (L'ASPM). Elle confirme que lors de la campagne du ministre pour le Conseil d'Etat en 2023, cette entité a accepté plusieurs milliers de francs de dons de personnes fictives. L'ASPM a annoncé qu'elle contesterait la décision devant la justice.

La RTS a révélé l'affaire en juin dernier: parmi les 225 personnes qui ont soutenu le parti Liberté et Justice sociale (LJS) dans sa reconquête du pouvoir il y a 2 ans, certains patronymes appartenant à l'histoire genevoise, comme Adrien Lachenal, Robert Céard, Antoine Carteret et James Fazy, sonnaient faux. Une juge pénale en exercice, aussi mentionnée dans la liste des donateurs, démentait par ailleurs purement et simplement avoir versé quelque montant que ce soit. De quoi faire dire à la RTS cet été que Pierre Maudet a bénéficié de dons sous pseudonymes. Or, la loi sur l'exercice des droits politiques l'interdit.

Plus de 34 000 francs doivent être restitués

A la suite de la publication de l'enquête de la RTS, une procédure administrative avait été lancée. La Chancellerie d'Etat confirme ce jour que des normes légales ont été bafouées, tant par l'association, qui existe depuis 2020, que par la fiduciaire qu'elle a mandatée pour vérifier ses comptes et la liste de ses donateurs.

L'addition est salée: l'association doit restituer la somme de 10 000 francs «à titre de participation aux frais électoraux» et 24 032,80 francs qui correspondent, eux, «aux frais d'affichage avancés par l'Etat». L'association devra également s'acquitter d'une amende de 2000 francs, et la fiduciaire d'une amende de 4000 francs. «Si une restitution à l'auteur n'est pas possible, le don doit être versé à une association ou à une fondation d'utilité publique poursuivant un but caritatif», souligne le communiqué. Sollicité, Pierre Maudet n'a,

pour le moment, pas répondu à nos sollicitations. A noter qu'il n'est pas membre du comité de l'ASPM et, donc, pas concerné directement par les sanctions.

Recours en vue

De son côté, l'association dit prendre acte de la décision et annonce qu'elle la contestera devant la justice. «Cette décision est d'autant plus surprenante que, pour rappel, la Chancellerie d'Etat n'avait rien trouvé à redire auxdits comptes de campagne, validés formellement le 20 août 2024 par ses services», note-t-elle dans un communiqué.

«Cette décision est d'autant plus surprenante que, pour rappel, la Chancellerie d'Etat n'avait rien trouvé à redire auxdits comptes de campagne, validés formellement le 20 août 2024 par ses services»

ASSOCIATION DE SOUTIEN À PIERRE MAUDET

Dans les faits, les comptes des entités déposant une liste à l'élection sont audités puis remis au Service des votations et élections, qui valide. Toutes les contributions apparaissent, expliquait *Le Temps* en juin dernier, mais les donateurs ayant versé moins de 5000 francs n'ont pas l'obligation d'être renseignés nommément. Autrement dit: le contrôle repose sur la fiduciaire mandatée par le parti ou, dans ce cas, l'association – le mouvement Libertés et justice sociale n'a été constitué en tant que parti qu'après les élections de 2023.

L'ASPM indique ne pas vouloir commenter à ce stade. Interrogé par Léman Bleu l'été dernier dans le cadre de cette affaire, le trésorier de l'association, Francisco Taboada, par ailleurs député LJS au Grand conseil, affirmait: «Si vraiment il y a des dons à reverser, si c'est demandé par l'institution, ça sera fait.» Quant au réviseur, Gilles Coulougnon, il est actuellement injoignable, selon son bureau. ■

MÉDIAS

La fin du financement de la Confédération à TV5 Monde confirmée

Le couperet est finalement tombé. Après plusieurs mois de discussions, notamment au niveau international, le Conseil fédéral a maintenu, dans son programme d'allègement budgétaire 2027, sa décision de se retirer du financement des services de la SSR destinés à l'étranger (Swissinfo et 3sat), qui comprend également la contribution directe de 7,7 millions de francs à TV5 Monde. Celle-ci sera supprimée en 2029. A partir de cette date, ces montants devront être réglés par la concession de la SSR.

«C'est une décision incompréhensible, réagit le conseiller national vert genevois Nicolas Walder, également président de la délégation suisse à l'Assemblée parlementaire de la francophonie. On ne peut pas laisser la contribution à TV5 Monde au seul bon vouloir de la SSR, c'est un outil de politique extérieure, mais aussi de promotion économique.» Il rappelle que les programmes suisses occupent 10% de l'antenne de la chaîne internationale diffusée dans 200 pays, bien au-delà du monde francophone. «C'est par exemple le seul moyen d'avoir accès au 19h30 depuis la Chine», rappelle l'écologiste. Aux yeux de Nicolas Walder, conserver un tel canal de diffusion est fondamental dans un contexte de guerre de l'information.

«C'est également un lien essentiel avec la «Cinquième Suisse», qui représente 10% de la population [plus de 800 000 Suisses vivent à l'étranger, ndr]», souligne encore l'élu vert. Il n'est de loin pas le seul à s'indigner. Plusieurs organisations ont lancé une pétition, dont l'Organisation des Suisses de l'étranger, Suisseculture ou le Syndicat suisse des médias (SSM).

Conscient de la situation budgétaire de la Confédération, le conseiller national PLR Laurent Wehrli, président de la Commission de politique extérieure, s'étonne également du moment de l'annonce alors que des discussions sont en cours. «Il y a un besoin de clarification, poursuit le Vaudois. Car on ne peut pas arrêter notre contribution à TV5 Monde aussi simplement, celle-ci est régie par un traité international.» Sans oublier que la SSR est actionnaire de TV5 Monde. La décision du Conseil fédéral pourrait en tout cas avoir de lourdes conséquences, en termes de réduction de l'offre à destination de l'étranger. Contactée, la SSR confirme qu'en cas d'abandon de la subvention fédérale «elle ne pourrait pas compenser la perte financière ainsi induite car elle mène actuellement déjà un programme d'économies drastiques du fait de la réduction de la redevance média à compter de 2027». ■ YAN PAUCHARD, BERNE

PUBLICITÉ

Berne à la rescousse du français

COHÉSION Le Conseil fédéral veut sévir après les décisions de Zurich et Saint-Gall de reporter l'apprentissage du français au secondaire. Il élaborera un projet de loi pour garantir l'enseignement d'une seconde langue nationale à l'école primaire

Le Conseil fédéral est «préoccupé» par la décision de certains cantons alémaniques – en premier lieu ceux de Zurich et Saint-Gall – de reporter l'enseignement du français au niveau secondaire. La conseillère fédérale jurassienne Elisabeth Baume-Schneider (PS) a porté le sujet devant le collège hier.

Jugeant qu'une telle décision «met en péril l'harmonisation de l'enseignement et la cohésion nationale»,

il a chargé son Département de l'intérieur d'élaborer un projet de loi obligeant les cantons à continuer d'enseigner une deuxième langue nationale au niveau primaire. «L'objectif est de préserver la prééminence des langues nationales et les échanges entre les communautés linguistiques», précise son communiqué. Cette réglementation ne s'appliquerait toutefois qu'en cas d'abandon du compromis sur les langues de 2004 et intégré dans le concordat HarmoS depuis 2009.

Mouvement au parlement

Deux variantes sont à l'étude, la première étant l'inscription du système actuel, soit la solution HarmoS, dans la loi sur les langues. Elle oblige l'apprentissage de deux lan-

gues étrangères dès l'école primaire: une langue nationale et l'anglais. La seconde option fixerait simplement une exigence minimale, soit l'enseignement d'une seconde langue nationale de l'école primaire à la fin du niveau secondaire I, sans mentionner l'anglais.

Le débat rebondira sans doute au parlement, où plusieurs interventions sont en préparation. Damien Cottier, chef du groupe PLR, a déposé le 16 septembre une initiative demandant d'inscrire dans la loi l'enseignement d'une autre langue nationale au primaire. Elle a été cosignée par 38 conseillers nationaux, dont une majorité de Romands, des Tessinois, une Grisonne, et huit Alémaniques, issus de tous les partis. ■ F. S.

moservernet&cie
fait peau neuve

uspf geneve immobilier.ch

moservernet&cie